

## Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

Les états financiers consolidés du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la justesse des données présentées, y compris les nombreux montants devant être nécessairement fondés sur le jugement et des estimations. Ces états financiers consolidés ont été préparés suivant des conventions comptables conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada. L'information financière présentée dans le rapport annuel est en conformité avec les états financiers consolidés.

Des systèmes de contrôle interne et des procédés d'appoint sont maintenus pour donner l'assurance que les opérations sont autorisées, que l'actif du régime est préservé et que les registres sont tenus avec exactitude. Ces contrôles comprennent des normes de qualité pour l'embauche et la formation du personnel, un code déontologique, une structure organisationnelle où la répartition des tâches est nettement définie, avec obligation de rendre compte du rendement, ainsi que la communication des politiques et des directives à tous les échelons.

La responsabilité finale des états financiers consolidés revient aux membres du conseil, secondé par le Comité de vérification et d'actuariat, composé de six membres du conseil ne faisant partie ni des cadres ni du personnel de l'administrateur du régime. De plus, le comité étudie les recommandations que font les vérificateurs internes et externes en vue d'améliorer le contrôle interne, ainsi que les mesures prises par la direction pour les mettre en application. Dans l'exercice de ses fonctions, le comité rencontre régulièrement la direction et les vérificateurs internes et externes afin de décider de la portée et du moment de leurs vérifications respectives, d'étudier leurs constatations et de s'assurer qu'ils s'acquittent bien de leurs responsabilités. Ce comité revoit les états financiers consolidés et les recommande à l'approbation du conseil.

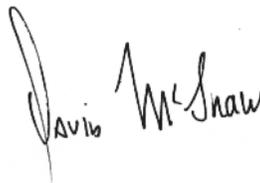
Les vérificateurs externes du régime, Deloitte & Touche s.r.l., relèvent directement du Comité de vérification et d'actuariat, auquel ils ont entièrement et librement accès pour discuter de leur vérification et de leurs constatations quant à l'intégrité de la présentation des renseignements financiers et à la fiabilité des systèmes de contrôle interne. Ils ont effectué une vérification indépendante des états financiers consolidés selon les normes de vérification généralement reconnues du Canada. Leur vérification a comporté des sondages et d'autres procédés qu'ils ont jugés nécessaires pour exprimer leur opinion dans leur rapport à l'administrateur.

Le président et chef de la direction,



Jim Leech

Le vice-président principal et directeur financier,



David McGraw

Le 21 février 2008

## Rapport des vérificateurs à l'administrateur

Nous avons vérifié l'état consolidé de l'actif net disponible pour le service des prestations et des prestations constituées et du déficit du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario au 31 décembre 2007 et les états consolidés de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations, de l'évolution des prestations constituées et de l'évolution du déficit de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à l'administrateur du régime. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de l'actif net disponible pour le service des prestations et des prestations constituées et du déficit du régime au 31 décembre 2007 ainsi que de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations, des prestations constituées et du déficit pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Deloitte & Touche, s.r.l.*

Comptables agréés  
Experts-comptables autorisés  
Toronto, Ontario  
Le 21 février 2008

## Opinion formulée par les actuaires

Le cabinet Mercer (Canada) limitée a été retenu par le conseil du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le « conseil ») pour effectuer une évaluation actuarielle de l'actif et des obligations du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le « régime ») au 31 décembre 2007 en présumant de la continuité de l'exploitation du régime pour l'inclure dans les états financiers du régime. Dans le cadre de l'évaluation, nous avons examiné les récents résultats du régime en ce qui a trait aux hypothèses non économiques et présenté nos conclusions au conseil.

L'évaluation du passif actuariel du régime a été fondée sur ce qui suit :

- les données sur la participation au 31 décembre 2006 fournies par le conseil du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario;
- les méthodes prescrites par le Chapitre 4100 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés relativement aux états financiers des régimes de retraite;
- les taux d'intérêt réels et nominaux des obligations du Canada à long terme à la fin de 2007;
- les hypothèses sur les événements à venir (par exemple, taux d'inflation futurs et taux de départ à la retraite futurs) qui nous ont été transmises à titre de meilleure estimation de ces événements faite par le conseil;
- les renseignements recueillis auprès du ministère du Travail de l'Ontario et autres données publiées sur les règlements salariaux négociés pour les années scolaires 2006-2007 et 2007-2008.

L'objectif des états financiers est de donner une image fidèle de la situation financière du régime au 31 décembre 2007 en présumant de la continuité de l'exploitation du régime. La situation financière présentée dans ces états est différente de celle produite pour l'évaluation réglementaire (c'est-à-dire, l'évaluation actuarielle requise en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des enseignants* et la *Loi sur les régimes de retraite* [Ontario]), qui établit un niveau prudent de cotisations futures.

Bien que les hypothèses actuarielles utilisées pour estimer le passif actuariel du régime porté aux états financiers représentent la meilleure estimation des événements à venir et des conditions du marché à la fin de 2007 faite par le conseil, et bien que, à notre avis, ces hypothèses soient raisonnables, les résultats futurs du régime seront inévitablement différents, voire considérablement différents, par rapport aux hypothèses actuarielles. Tout écart entre les hypothèses actuarielles et les résultats futurs se traduira par des gains ou des pertes dans les évaluations ultérieures et aura alors une incidence sur la situation financière du régime et sur les cotisations requises pour la capitalisation du régime.

Selon certains tests de vraisemblance et de cohérence des données que nous avons faits, nous croyons que les données sont suffisantes et fiables aux fins de l'évaluation. En outre, à notre avis, les méthodes d'évaluation utilisées sont appropriées aux fins de l'évaluation et les hypothèses utilisées à l'égard de l'évaluation sont conformes aux principes actuariels reconnus. Notre opinion a été formulée et notre évaluation effectuée conformément aux principes actuariels reconnus.



Lester J. Wong, F.C.I.A.



Malcolm P. Hamilton, F.C.I.A.

Le 21 février 2008

## État consolidé de l'actif net disponible pour le service des prestations et des prestations constituées et du déficit

| au 31 décembre 2007 (M\$)   | 2007              | 2006             |
|---|-------------------|------------------|
| <b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>                         |                   |                  |
| <b>Actif</b>  |                   |                  |
| Placements (note 2)   | 155 830 \$        | 141 069 \$       |
| Somme à recevoir de la province de l'Ontario (note 3)                               | 1 839             | 1 575            |
| Somme à recevoir des courtiers  | 245               | 44               |
| Encaisse  | 88                | 27               |
| Immobilisations corporelles   | 24                | 15               |
|   | <b>158 026</b>    | <b>142 730</b>   |
| <b>Passif</b>   |                   |                  |
| Passif lié aux placements (note 2)  | 47 829            | 35 391           |
| Somme à verser aux courtiers  | 1 390             | 1 059            |
| Créditeurs et charges à payer   | 261               | 266              |
|   | <b>49 480</b>     | <b>36 716</b>    |
| <b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>                         | <b>108 546</b>    | <b>106 014</b>   |
| Ajustement de la valeur actuarielle de l'actif (note 4)                             | (3 629)           | (11 164)         |
| <b>Valeur actuarielle de l'actif net disponible pour le service des prestations</b> | <b>104 917 \$</b> | <b>94 850 \$</b> |
| <b>Prestations constituées et déficit</b>   |                   |                  |
| Prestations constituées (note 5)  | 115 459 \$        | 110 496 \$       |
| Déficit   | (10 542)          | (15 646)         |
| <b>Prestations constituées et déficit</b>   | <b>104 917 \$</b> | <b>94 850 \$</b> |

Au nom de l'administrateur du régime :



Présidente du conseil



Membre du conseil

## État consolidé de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations

| <i>pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 (M\$)</i>                           | 2007              | 2006              |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Actif net disponible pour le service des prestations au début de l'exercice</b> | <b>106 014 \$</b> | <b>96 128 \$</b>  |
| <b>Opérations de placement</b>   |                   |                   |
| Revenu de placement (note 9)   | 4 678             | 12 311            |
| Frais d'administration – placements (note 14a)                                     | (229)             | (220)             |
| <b>Opérations de placement, montant net</b>  | <b>4 449</b>      | <b>12 091</b>     |
| <b>Services aux participants</b>   |                   |                   |
| Cotisations (note 12)  | 2 138             | 1 646             |
| Prestations versées (note 13)  | (4 020)           | (3 819)           |
| Frais d'administration – services aux participants (note 14b)                      | (35)              | (32)              |
| <b>Services aux participants, montant net</b>                                      | <b>(1 917)</b>    | <b>(2 205)</b>    |
| <b>Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations</b>      | <b>2 532</b>      | <b>9 886</b>      |
| <b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin de l'exercice</b> | <b>108 546 \$</b> | <b>106 014 \$</b> |

## État consolidé de l'évolution des prestations constituées

| <i>pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 (M\$)</i>                       | 2007              | 2006              |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Prestations de retraite constituées au début de l'exercice</b>              | <b>110 496 \$</b> | <b>110 530 \$</b> |
| <b>Augmentation des prestations de retraite constituées</b>                    |                   |                   |
| Intérêts sur les prestations de retraite constituées                           | 5 177             | 5 075             |
| Prestations constituées  | 3 332             | 3 422             |
| Modification des hypothèses actuarielles (note 5a)                             | 492               | (5 133)           |
| (Gains) pertes actuariels (note 5c)  | (18)              | 421               |
|  | <b>8 983</b>      | <b>3 785</b>      |
| <b>Diminution des prestations de retraite constituées</b>                      |                   |                   |
| Prestations versées (note 13)  | 4 020             | 3 819             |
| <b>Augmentation (diminution) nette des prestations de retraite constituées</b> | <b>4 963</b>      | <b>(34)</b>       |
| <b>Prestations de retraite constituées à la fin de l'exercice</b>              | <b>115 459 \$</b> | <b>110 496 \$</b> |

## État consolidé de l'évolution du déficit

| <i>pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 (M\$)</i>  | 2007               | 2006               |
|---|--------------------|--------------------|
| <b>Déficit au début de l'exercice</b>   | <b>(15 646) \$</b> | <b>(21 836) \$</b> |
| Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations                          | 2 532              | 9 886              |
| Variation de l'ajustement de la valeur actuarielle de l'actif (note 4)                          | 7 535              | (3 730)            |
| Augmentation de la valeur actuarielle de l'actif net disponible pour le service des prestations | 10 067             | 6 156              |
| (Augmentation) diminution nette des prestations de retraite constituées                         | (4 963)            | 34                 |
| <b>Déficit à la fin de l'exercice</b>   | <b>(10 542) \$</b> | <b>(15 646) \$</b> |

## Notes complémentaires

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007

### Description du régime

La description suivante du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le régime) n'est qu'un résumé. Pour obtenir plus de renseignements, il faut se reporter à la *Loi sur le régime de retraite des enseignants* (Ontario), telle qu'elle a été modifiée.

#### a) Généralités

Le régime est régi par la *Loi sur le régime de retraite des enseignants*. Le régime est un régime de retraite contributif à prestations déterminées, dont répondent conjointement la province de l'Ontario (la province) et les participants au régime représentés par la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (la FEO). Les modalités du régime sont présentées dans l'Entente des partenaires.

Le régime est enregistré auprès de la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) et agréé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) en tant que régime de retraite agréé non assujéti à l'impôt sous le numéro 0345785.

Le régime et les placements sont gérés par le conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (le conseil). En vertu de la *Loi sur le régime de retraite des enseignants*, le conseil constitue une société sans capital-actions non assujéti à la *Loi sur les corporations* (Ontario).

#### b) Capitalisation

Les prestations aux termes du régime sont capitalisées par voie de cotisations et de revenus de placements. Les cotisations sont versées par les participants actifs au régime et un montant correspondant est versé par la province, ainsi que par des écoles privées et organismes désignés. La valeur des prestations et des cotisations exigées est établie en fonction d'évaluations actuarielles périodiques.

#### c) Rentes de retraite

Des rentes de retraite sont offertes d'après le nombre d'années de service validées, la moyenne des cinq meilleures années de salaire et l'âge du participant au moment du départ à la retraite. Un participant est admissible à une rente de retraite réduite à partir de l'âge de 50 ans. Il a droit à une rente sans réduction à 65 ans ou à tout âge si la somme de son âge et de ses états de service admissibles égale 85.

#### d) Rentes d'invalidité

Des rentes d'invalidité sont offertes à tout âge aux participants atteints d'invalidité, sous réserve d'un minimum de 10 années de service admissibles. Le type de rente est fonction du degré d'invalidité.

#### e) Prestations de décès

Des prestations de décès sont offertes au décès d'un participant actif et pourraient l'être au décès d'un participant retraité. Les prestations peuvent être versées sous forme d'une rente de survivant ou d'une somme forfaitaire, ou des deux.

#### f) Indexation des prestations

Les prestations de retraite sont rajustées annuellement en fonction de l'inflation à 100 % de l'indice des prix à la consommation, sous réserve d'un maximum de 8 % par année, tout excédent étant reporté.

#### g) Convention de retraite

Les restrictions imposées par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et ses règlements sur le versement de certaines prestations découlant d'un régime enregistré à l'égard des périodes de service postérieures à 1991 peuvent toucher certains participants à ce régime. C'est pourquoi la convention de retraite (CR) a été créée en vertu d'une entente entre les corépondants comme un régime complémentaire destiné à leur verser ces prestations, dont voici des exemples : 1) participants dont le salaire moyen au départ à la retraite est supérieur à 120 440 \$ (avec exemption du Régime de pensions du Canada (RPC) : 111 111 \$) en 2007 et à 114 677 \$ (avec exemption du RPC : 105 556 \$) en 2006; 2) en cas de retraite anticipée, participants dont la réduction de la rente serait supérieure à celle prévue par le régime en raison des restrictions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Comme la CR constitue une fiducie distincte, l'actif net disponible pour le service des prestations, de même que les prestations constituées et le déficit au titre de la CR ne figurent pas dans les présents états financiers consolidés.

**NOTE 1.****Sommaire des principales conventions comptables****a) Mode de présentation**

Les présents états financiers consolidés sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

La juste valeur de l'actif et du passif ainsi que les résultats des opérations des filiales et des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) dont le régime est le principal bénéficiaire sont consolidés dans les états financiers du régime.

L'EDDV est une entité dont le montant total des investissements en instruments de capitaux propres à risque n'est pas suffisant pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel ou une entité dont les détenteurs des investissements en instruments de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. Le principal bénéficiaire, soit l'entité qui assume la plus grande part des pertes prévues ou reçoit la plus grande part des rendements résiduels prévus, est tenu de consolider l'EDDV dans ses états financiers.

Les EDDV dont le régime est le principal bénéficiaire ou dans lesquelles il détient des droits variables significatifs sont principalement des sociétés fermées et des sociétés en commandite de placements non traditionnels.

Les états financiers consolidés du régime comprennent également la quote-part revenant au régime de la juste valeur de l'actif, du passif et des placements dans les coentreprises importantes.

Les opérations et soldes intersociétés sont éliminés dans la préparation des présents états financiers consolidés.

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice en cours.

**b) Modification de convention comptable**

En 2007, le régime a adopté l'abrégé des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, intitulé *Comptabilisation des coûts de transaction par les régimes de retraite* (CPN-168), exigeant que les coûts de transaction ne soient pas inclus dans la juste valeur des placements. En vertu du CPN-168, les coûts de transaction doivent être comptabilisés dans l'état de l'évolution de l'actif net dans la période où ils sont engagés. Le traitement comptable préconisé doit être appliqué rétroactivement, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures, pour tous les exercices se terminant le 31 décembre 2007 ou après cette date.

Avant l'adoption du CPN-168, les coûts de transaction engagés étaient capitalisés et ajoutés au coût des titres achetés, et déduits du produit de leur vente. Depuis l'adoption du CPN-168, les coûts de transaction sont passés en charges et présentés comme composante du revenu de placement net dans la note 9. L'adoption du CPN-168 n'a pas eu d'incidence importante sur la situation financière consolidée du régime ni sur ses résultats d'exploitation.

**c) Placements***Évaluation des placements*

Les placements et le passif lié aux placements sont présentés à leur juste valeur. La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

La juste valeur des placements est établie comme suit :

- a. Les titres du marché monétaire à court terme sont évalués au moyen des cours moyens de clôture ou des flux de trésorerie actualisés selon le rendement actuel du marché, lorsque les cours moyens de clôture ne sont pas disponibles.
- b. Les obligations sont évaluées en fonction des cours moyens de clôture. Leur valeur estimative est calculée au moyen des flux de trésorerie actualisés selon le rendement actuel du marché et de titres comparables, le cas échéant, lorsque les cours moyens de clôture ne sont pas disponibles.

- c. Les titres cotés en bourse sont évalués selon les cours de clôture. En cas d'inactivité du marché d'un titre ou de restrictions imposées au régime par des tiers sur la vente de la totalité ou d'une partie du placement dans un titre, la direction estime la juste valeur de ce titre au moyen de techniques appropriées, dont des modèles d'évaluation.
- d. Les biens immobiliers, les titres de sociétés fermées, les infrastructures et les terrains forestiers exploitables sont évalués d'après la juste valeur estimative établie au moyen de techniques appropriées, dont des modèles d'évaluation, et des meilleures estimations de la direction ou de l'évaluateur.
- e. Les instruments financiers dérivés sont tous comptabilisés à leur juste valeur d'après les cours du marché. Des techniques appropriées, dont des modèles d'évaluation, servent à en établir la juste valeur lorsque les valeurs de marché ne sont pas disponibles.
- f. Les placements non traditionnels, constitués de fonds de couverture et de comptes de contrats à terme standardisés gérés, sont comptabilisés à leur juste valeur en fonction de la valeur de l'actif net fournie par les administrateurs des fonds.

Le calcul de la juste valeur au moyen de modèles d'évaluation nécessite l'utilisation d'hypothèses. Pour déterminer ces hypothèses, la direction se sert de données observables sur les marchés, notamment de facteurs tels que les courbes de taux d'intérêt, des ratios de titres comparables, des ratios du marché ou des ratios fondés sur la valeur de l'actif, le cas échéant. Dans des circonstances limitées, la direction se sert de paramètres ne reposant pas sur de telles données et les ajuste afin de tenir compte de l'incertitude et de faire en sorte que les placements soient présentés à leur juste valeur. La direction a évalué la situation et établi que l'utilisation d'autres hypothèses possibles ne donnerait pas des justes valeurs notablement différentes.

#### *Comptabilisation à la date de transaction*

Les achats et les ventes de placements et de contrats sur produits dérivés sont comptabilisés à la date de transaction (la date à laquelle les risques et les avantages importants ont été transférés).

#### *Revenu de placement*

Les revenus de dividendes sont constatés à la date ex-dividende. Les intérêts créditeurs et les produits tirés des biens immobiliers sont constatés suivant la méthode de la comptabilité d'exercice à mesure qu'ils sont gagnés. Le revenu de placement comprend également les gains et les pertes réalisés et non réalisés. Étant donné que les produits tirés des biens immobiliers sont déterminés en fonction de la juste valeur, la dotation à l'amortissement est exclue de la détermination de ces produits. Certains frais de gestion et de rendement payés pour les titres de sociétés fermées et de fonds de couverture gérés à l'externe sont déduits du revenu de placement.

#### *Coûts de transaction*

Les coûts de transaction sont des coûts différentiels directement attribuables à l'acquisition, à l'émission ou à la sortie d'un actif financier ou d'un passif financier. Les coûts de transaction engagés sont passés en charges et constatés comme des coûts de transaction. Les montants des transactions reçus par le régime qui sont directement attribuables à l'acquisition d'un placement sont présentés après déduction des coûts de transaction payés.

#### **d) Conversion de devises**

Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de fin d'exercice. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés découlant de ces conversions sont inclus dans les gains nets réalisés et non réalisés du revenu de placement.

#### **e) Prestations de retraite constituées**

La valeur des prestations de retraite constituées et leurs variations au cours de l'exercice sont fondées sur une évaluation actuarielle effectuée par un cabinet d'actuaire indépendant. L'évaluation est faite au début de l'exercice et extrapolée jusqu'à la fin de l'exercice. L'évaluation est fondée sur la méthode de la répartition des prestations, au prorata des années de service, et sur les meilleures estimations de la direction, à la date de l'évaluation, quant aux hypothèses économiques et autres.

**f) Cotisations**

Les cotisations des participants, de la province, des écoles privées désignées et des organismes désignés sont constatées suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. Les sommes reçues des participants pour des services validés et les sommes transférées d'autres régimes de retraite sont comptabilisées à la date d'encaissement.

**g) Prestations**

Les sommes versées à titre de prestations à des participants ou autres, de valeur de rachat, de remboursement à d'anciens participants ou les sommes transférées dans d'autres régimes sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont versées. Les prestations constituées englobent les prestations encore à payer.

**h) Utilisation d'estimations**

L'établissement des états financiers consolidés exige de la direction qu'elle fasse des estimations et des hypothèses qui influent principalement sur la valeur présentée des actifs et des passifs et sur les produits et les charges. Les estimations importantes servent surtout à établir la valeur des prestations constituées et la juste valeur des placements, ainsi que des sommes à recevoir et du passif liés aux placements. La note 5 explique comment les estimations servent à établir la valeur des prestations constituées et la note 1b, le calcul de la juste valeur des placements ainsi que des sommes à recevoir et du passif liés aux placements.

**i) Futures modifications de conventions comptables**

Le 1<sup>er</sup> décembre 2006, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a adopté trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535 du Manuel, *Informations à fournir concernant le capital*, le chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir* et le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*. Le régime est assujéti à ces nouvelles normes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Le chapitre 1535 précise que l'entité doit communiquer i) des informations sur ses objectifs, ses politiques et ses procédures de gestion du capital; ii) des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital; iii) des informations sur le fait qu'elle s'est conformée aux exigences en matière de capital; iv) les conséquences de cette inapplication si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question.

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ils ont donné lieu à la révision et à l'amélioration des exigences en matière d'informations à fournir. Les exigences en matière de présentation n'ont pas été modifiées. Ces nouveaux chapitres mettent l'accent sur les informations à fournir quant à la nature et à la portée des risques découlant des instruments financiers et aux méthodes retenues par l'entité pour gérer ces risques.

**NOTE 2.****Placements**

Le régime investit, directement ou par l'entremise de produits dérivés, dans des placements à revenu fixe, des actions et des placements sensibles à l'inflation, conformément à la politique du conseil sur la diversification de l'actif.

a) Placements<sup>1</sup> avant la répartition de l'incidence des contrats sur produits dérivés

Le tableau ci-dessous présente un résumé des placements du régime ainsi que du passif lié aux placements, y compris les intérêts et les dividendes courus nets totalisant 440 M\$ (401 M\$ en 2006), avant la répartition de l'incidence des contrats sur produits dérivés, au 31 décembre.

| (M\$)  | 2007              |                   | 2006              |                   |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|  | Juste valeur      | Coût              | Juste valeur      | Coût              |
| <b>Titres à revenu fixe</b>  |                   |                   |                   |                   |
| Débetures  | 5 936 \$          | 5 316 \$          | 7 875 \$          | 6 855 \$          |
| Obligations  | 34 137            | 34 619            | 23 613            | 23 081            |
| Titres du marché monétaire   | 8 037             | 8 042             | 6 159             | 6 166             |
| Placements non traditionnels <sup>2</sup>                                      | 11 450            | 11 051            | 12 767            | 11 283            |
|  | 59 560            | 59 028            | 50 414            | 47 385            |
| <b>Actions</b>   |                   |                   |                   |                   |
| Cotées en bourse   |                   |                   |                   |                   |
| Canadiennes  | 10 020            | 6 153             | 15 453            | 9 660             |
| Non canadiennes  | 18 136            | 18 444            | 19 604            | 16 403            |
| Hors bourse  |                   |                   |                   |                   |
| Canadiennes  | 3 369             | 2 864             | 2 945             | 2 435             |
| Non canadiennes  | 8 860             | 9 284             | 5 102             | 5 030             |
|  | 40 385            | 36 745            | 43 104            | 33 528            |
| <b>Placements sensibles à l'inflation</b>                                      |                   |                   |                   |                   |
| Biens immobiliers (note 8)   | 16 852            | 11 854            | 15 157            | 10 989            |
| Titres à taux réels  |                   |                   |                   |                   |
| Canadiens  | 7 946             | 6 103             | 8 612             | 6 262             |
| Non canadiens  | 3 733             | 3 820             | 3 640             | 3 522             |
| Infrastructures et terrains forestiers exploitables                            | 15 418            | 14 693            | 9 586             | 8 596             |
|  | 43 949            | 36 470            | 36 995            | 29 369            |
|  | 143 894           | 132 243           | 130 513           | 110 282           |
| <b>Sommes à recevoir liées aux placements</b>                                  |                   |                   |                   |                   |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente                              | 7 896             | 7 937             | 6 848             | 6 814             |
| Garantie en espèces déposée en vertu d'un arrangement d'emprunt sur des titres | 227               | 240               | 930               | 904               |
| Contrats sur produits dérivés, montant net                                     | 3 813             | 1 814             | 2 778             | 1 452             |
|  | 11 936            | 9 991             | 10 556            | 9 170             |
| <b>Placements</b>  | <b>155 830 \$</b> | <b>142 234 \$</b> | <b>141 069 \$</b> | <b>119 452 \$</b> |

<sup>1</sup> Pour obtenir plus de détails, veuillez vous reporter au tableau des placements de plus de 100 M\$ présenté à la page 89.

<sup>2</sup> Constitués de fonds de couverture et de comptes de contrats à terme standardisés gérés.

| (M\$)  | 2007              |                  | 2006              |                  |
|--|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
|  | Juste valeur      | Coût             | Juste valeur      | Coût             |
| <b>Passif lié aux placements</b>                                     |                   |                  |                   |                  |
| Titres vendus en vertu de conventions de rachat                      | (23 143) \$       | (23 205) \$      | (17 252) \$       | (17 187) \$      |
| Titres vendus à découvert  |                   |                  |                   |                  |
| Titres à revenu fixe   | (6 188)           | (6 233)          | (3 263)           | (3 243)          |
| Actions  | (226)             | (237)            | (921)             | (817)            |
| Coentreprises (note 6)   | (3 995)           | (3 983)          | (3 575)           | (3 575)          |
| Filiales et EDDV (note 7)  | (8 693)           | (8 699)          | (4 713)           | (4 714)          |
| Biens immobiliers (note 8)   | (3 440)           | (3 428)          | (4 038)           | (3 804)          |
| Garantie en espèces reçue en vertu d'appendices de soutien au crédit | (32)              | (32)             | (5)               | (5)              |
| Contrats sur produits dérivés, montant net                           | (2 112)           | (1 172)          | (1 624)           | (1 337)          |
|  | (47 829)          | (46 989)         | (35 391)          | (34 682)         |
| <b>Placements, montant net (note 2c)</b>                             | <b>108 001 \$</b> | <b>95 245 \$</b> | <b>105 678 \$</b> | <b>84 770 \$</b> |

#### b) Contrats sur produits dérivés

Les contrats sur produits dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est établie en fonction de l'actif, des marchandises, des indices, des taux d'intérêt ou des taux monétaires sous-jacents. Les contrats sur produits dérivés sont négociés hors bourse ou en bourse.

Le montant nominal des contrats sur produits dérivés correspond au montant du contrat auquel un taux ou un prix est appliqué pour calculer la somme à verser ou à recevoir. Ce montant nominal sert à établir le rendement tiré des contrats et la juste valeur de ces derniers.

Le tableau suivant présente un résumé des montants nominaux et de la juste valeur des contrats sur produits dérivés détenus par le régime au 31 décembre.

| (M\$)   | 2007              |                 | 2006              |                 |
|---|-------------------|-----------------|-------------------|-----------------|
|   | Montant nominal   | Juste valeur    | Montant nominal   | Juste valeur    |
| <b>Produits dérivés sur actions et sur marchandises</b>                                   |                   |                 |                   |                 |
| Swaps   | 18 117 \$         | (117) \$        | 18 114 \$         | 1 194 \$        |
| Contrats à terme standardisés   | 5 062             | 60              | 2 939             | (7)             |
| Options : Cotées en bourse  |                   |                 |                   |                 |
| – achetées  | 86                | 2               | 69                | –               |
| – vendues   | 108               | (3)             | 92                | (1)             |
| Hors bourse   |                   |                 |                   |                 |
| – achetées  | 4 476             | 469             | 2 638             | 161             |
| – vendues   | 1 380             | (50)            | 2 116             | (102)           |
|   | 29 229            | 361             | 25 968            | 1 245           |
| <b>Produits dérivés sur taux d'intérêt</b>  |                   |                 |                   |                 |
| Swaps   | 67 557            | 547             | 44 510            | 88              |
| Contrats à terme standardisés   | 85 111            | 1               | 61 026            | (5)             |
| Options : Cotées en bourse  |                   |                 |                   |                 |
| – achetées  | 14 427            | 9               | 4 777             | 5               |
| – vendues   | 3 374             | (8)             | 4 753             | (5)             |
| Hors bourse   |                   |                 |                   |                 |
| – achetées  | 21 777            | 294             | 21 414            | 298             |
| – vendues   | 21 556            | (191)           | 19 189            | (230)           |
|   | 213 802           | 652             | 155 669           | 151             |
| <b>Produits dérivés sur devises</b>   |                   |                 |                   |                 |
| Swaps   | 522               | 93              | 671               | 87              |
| Contrats à terme de gré à gré <sup>3</sup>  | 61 896            | 10              | 74 195            | (470)           |
| Contrats à terme standardisés   | –                 | –               | 3                 | –               |
| Options : Hors bourse   |                   |                 |                   |                 |
| – achetées  | 15 121            | 229             | 3 700             | 21              |
| – vendues   | 6 654             | (125)           | 2 873             | (13)            |
|   | 84 193            | 207             | 81 442            | (375)           |
| <b>Produits dérivés de crédit</b>   |                   |                 |                   |                 |
| Prêts participatifs   | 368               | 154             | 959               | 680             |
| Swaps sur défaillance   |                   |                 |                   |                 |
| – achetés   | 17 489            | 720             | 9 811             | 46              |
| – vendus  | 4 520             | (427)           | 1 760             | (91)            |
| Swaps sur rendement total   | 810               | (19)            | 591               | 6               |
| Swaps d'actions sur défaillance   | 9                 | 2               | 9                 | –               |
|   | 23 196            | 430             | 13 130            | 641             |
| <b>Autres produits dérivés</b>  |                   |                 |                   |                 |
| Swaps liés à la volatilité/aux écarts   | 24 332            | 17              | 8 905             | 44              |
| Swaps sur dividendes  | 376               | 3               | 128               | 38              |
|   | 24 708            | 20              | 9 033             | 82              |
|   | 375 128           | 1 670           | 285 242           | 1 744           |
| Moins : garantie nette en espèces (payée) reçue en vertu de contrats sur produits dérivés | –                 | 31              | –                 | (590)           |
| <b>Montant nominal et juste valeur nette des contrats sur produits dérivés</b>            | <b>375 128 \$</b> | <b>1 701 \$</b> | <b>285 242 \$</b> | <b>1 154 \$</b> |

<sup>3</sup> À l'exception des contrats de change à terme de gré à gré liés à l'actif des biens immobiliers comme l'indique la note 8.

La juste valeur nette des contrats sur produits dérivés au 31 décembre présentée à la page précédente se compose comme suit :

| (M\$)   | 2007     | 2006     |
|---|----------|----------|
| Sommes à recevoir liées aux produits dérivés                        | 4 048 \$ | 3 413 \$ |
| Garantie en espèces payée en vertu de contrats sur produits dérivés | 406      | 96       |
| Passif lié aux produits dérivés                                     | (2 378)  | (1 669)  |
| Garantie en espèces reçue en vertu de contrats sur produits dérivés | (375)    | (686)    |
|   | 1 701 \$ | 1 154 \$ |

Les contrats sur produits dérivés présentés à la page précédente viennent à échéance au cours de la prochaine année, sauf les contrats suivants dont l'échéance moyenne pondérée s'établit comme suit :

|   | 2007                  |                                    | 2006                  |                                    |
|---|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|------------------------------------|
|   | Montant nominal (M\$) | Échéance moyenne pondérée (années) | Montant nominal (M\$) | Échéance moyenne pondérée (années) |
| <b>Produits dérivés sur actions et sur marchandises</b> |                       |                                    |                       |                                    |
| Swaps   | 1 275 \$              | 1,9                                | 1 227 \$              | 2,0                                |
| Options négociées hors bourse                           | 3 127                 | 2,7                                | 2 690                 | 2,7                                |
| <b>Produits dérivés sur taux d'intérêt</b>              |                       |                                    |                       |                                    |
| Swaps   | 41 920                | 8,0                                | 39 402                | 9,5                                |
| Options négociées hors bourse                           | 26 495                | 6,4                                | 7 465                 | 15,2                               |
| <b>Produits dérivés sur devises</b>                     |                       |                                    |                       |                                    |
| Swaps   | 428                   | 10,8                               | 453                   | 4,4                                |
| Contrats à terme de gré à gré                           | 19 205                | 1,6                                | 90                    | 1,1                                |
| Options   | 1 382                 | 2,3                                | –                     | –                                  |
| <b>Produits dérivés sur crédit</b>                      |                       |                                    |                       |                                    |
| Prêts participatifs                                     | 244                   | 2,7                                | 959                   | 3,6                                |
| Swaps sur défaillance                                   | 20 318                | 16,0                               | 11 057                | 8,1                                |
| Swaps sur rendement total                               | 747                   | 5,6                                | 591                   | 2,8                                |
| Swaps d'actions sur défaillance                         | 9                     | 4,5                                | 9                     | 5,5                                |
| <b>Autres produits dérivés</b>                          |                       |                                    |                       |                                    |
| Swaps liés à la volatilité/aux écarts                   | 18 215                | 3,8                                | 6 343                 | 2,4                                |
| Swaps sur dividendes                                    | 299                   | 6,0                                | 120                   | 4,5                                |

### c) Composition de l'actif des placements

Le régime appliquait une politique en vertu de laquelle l'actif doit être composé de 45 % d'actions, de 22 % de titres à revenu fixe et de 33 % de placements sensibles à l'inflation aux 31 décembre 2007 et 2006.

Les titres de sociétés fermées, les contrats sur produits dérivés ainsi que les sommes à recevoir et le passif liés aux placements sont classés par catégorie de composition de l'actif selon l'intention de la stratégie de placement des portefeuilles sous-jacents du régime. Le montant net du total des placements du régime au 31 décembre se résume comme suit :

|   | 2007  |                                | 2006  |                                |
|---|---|--------------------------------|---|--------------------------------|
|   | Placements<br>nets réels<br>à la juste<br>valeur<br>(M\$) | Composition<br>de l'actif<br>% | Placements<br>nets réels<br>à la juste<br>valeur<br>(M\$) | Composition<br>de l'actif<br>% |
| <b>Actions</b>                                      |   |                                |   |                                |
| Canadiennes   | 13 732 \$   | 13 %                           | 16 386 \$   | 15 %                           |
| Non canadiennes                                     | 36 314  | 34                             | 32 425  | 31                             |
|   | 50 046  | 47                             | 48 811  | 46                             |
| <b>Titres à revenu fixe</b>                         |   |                                |   |                                |
| Obligations   | 22 911  | 21                             | 20 856  | 20                             |
| Placements non traditionnels                        | 9 889   | 9                              | 9 656   | 9                              |
| Stratégies de rendement absolu                      | 2 408   | 2                              | 5 557   | 5                              |
| Titres du marché monétaire                          | (13 584)  | (12)                           | (11 222)  | (11)                           |
| Dette grevant les biens immobiliers (note 8)        | (2 945)   | (3)                            | (3 409)   | (3)                            |
|   | 18 679  | 17                             | 21 438  | 20                             |
| <b>Placements sensibles à l'inflation</b>           |   |                                |   |                                |
| Biens immobiliers, montant net (note 8)             | 16 357  | 15                             | 14 528  | 14                             |
| Titres à taux réel                                  | 11 061  | 10                             | 11 803  | 11                             |
| Infrastructures et terrains forestiers exploitables | 8 840   | 8                              | 6 775   | 7                              |
| Marchandises  | 3 018   | 3                              | 2 323   | 2                              |
|   | 39 276  | 36                             | 35 429  | 34                             |
| <b>Placements, montant net</b>                      | <b>108 001 \$</b>   | <b>100 %</b>                   | <b>105 678 \$</b>   | <b>100 %</b>                   |

### d) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt fait référence à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur la valeur de marché de l'actif et du passif du régime. Les fluctuations à court terme des taux d'intérêt nominaux et réels influent sur la valeur de l'actif du régime. Les obligations au titre du régime sont exposées aux fluctuations des taux d'intérêt à long terme et aux hausses prévues des salaires.

Au 31 décembre 2007, en presumant que les hypothèses relatives à l'inflation et à l'augmentation des salaires demeurent constantes, une diminution de 1 % des taux réels de rendement à long terme prévus entraînerait une augmentation d'environ 17 % des obligations au titre du régime (16 % en 2006).

En tenant compte des contrats sur produits dérivés ainsi que des sommes à recevoir et du passif liés aux placements dont fait état la note 2b, une augmentation de 1 % des taux d'intérêt nominaux entraînerait une baisse de 7 % de la valeur des titres à revenu fixe (7 % en 2006). De la même façon, une hausse de 1 % des taux d'intérêt réels entraînerait un recul de 16 % de la valeur des titres à taux réel (16 % en 2006).

**e) Risque de crédit**

Le régime est exposé au risque qu'une contrepartie manque à ses engagements ou devienne insolvable (risque de crédit).

Au 31 décembre 2007, une importante concentration du risque de crédit du régime est auprès du gouvernement du Canada et de la province de l'Ontario. Cette concentration découle principalement du fait que le régime détient 23,9 G\$ de titres émis par le gouvernement du Canada, 5,9 G\$ de débentures non négociables émises par la province de l'Ontario et 0,1 G\$ d'obligations de la province de l'Ontario, de même qu'une somme à recevoir de 1,8 G\$ de la province de l'Ontario (voir la note 3) et des versements futurs de capitalisation du régime qui seront effectués par cette province.

Le régime limite le risque de crédit relatif aux contrats sur produits dérivés en traitant avec des parties dont la cote de crédit est d'au moins A, en observant un processus de contrôle interne des limites de crédit et en adoptant des techniques de réduction du risque de crédit, comme des accords généraux de compensation (prévoyant certains droits de compensation) et l'obtention d'une garantie, notamment au moyen d'appendices de soutien au crédit, le cas échéant.

**f) Risque de change**

Le risque de change provient des placements du régime libellés en devises et des contrats sur produits dérivés connexes. Les fluctuations de la valeur relative des devises par rapport au dollar canadien peuvent avoir une incidence favorable ou défavorable sur la juste valeur des placements.

Au 31 décembre, le régime avait des placements exposés au risque de change. Ce risque est évalué comme suit en dollars canadiens :

| <i>(M\$)</i>         | <i>2007</i>       | <i>2006</i>       |
|----------------------|-------------------|-------------------|
| <i>Devise</i>        | <i>Risque net</i> | <i>Risque net</i> |
| Dollar américain     | 10 279 \$         | 11 509 \$         |
| Euro                 | 5 203             | 8 219             |
| Livre sterling       | 3 865             | 3 624             |
| Real brésilien       | 2 740             | 1 653             |
| Dollar australien    | 2 326             | 990               |
| Won sud-coréen       | 1 047             | 977               |
| Couronne norvégienne | 1 039             | (388)             |
| Yen japonais         | 895               | 3 464             |
| Peso chilien         | 644               | 7                 |
| Dollar néo-zélandais | 639               | 357               |
| Autres               | 2 222             | 2 331             |
|                      | <b>30 899 \$</b>  | <b>32 743 \$</b>  |

**g) Titres donnés ou reçus en garantie**

Des titres ayant une juste valeur de 1 124 M\$ (1 242 M\$ en 2006) ont été déposés ou donnés en garantie auprès de diverses institutions financières à titre de garantie ou de marge. Des titres ayant une juste valeur de 431 M\$ (21 M\$ en 2006) ont été reçus de diverses institutions financières à titre de garantie.

**NOTE 3.****Somme à recevoir de la province de l'Ontario**

La somme à recevoir de la province comprend les cotisations d'équivalence requises et les intérêts connexes.

| (M\$)                      | 2007     | 2006     |
|----------------------------|----------|----------|
| Cotisations à recevoir     | 1 791 \$ | 1 530 \$ |
| Intérêts courus à recevoir | 48       | 45       |
|                            | 1 839 \$ | 1 575 \$ |

La somme à recevoir de la province au 31 décembre 2007 comprend une somme de 808 M\$ reçue en janvier 2008 et un montant estimatif de 1 031 M\$ avec les intérêts à recevoir en 2009. La somme à recevoir de la province au 31 décembre 2006 comprenait une somme de 795 M\$ reçue en janvier 2007 et un montant estimatif initial de 780 M\$ à recevoir en janvier 2008.

**NOTE 4.****Ajustement de la valeur actuarielle de l'actif**

La valeur actuarielle de l'actif net disponible pour le service des prestations est établie en tenant compte des cours du marché conformément aux hypothèses servant de base à l'évaluation des prestations constituées. L'ajustement représente un gain net accumulé reporté, soit la différence non amortie entre le rendement réel des placements en actions du régime (y compris les biens immobiliers, les marchandises, les placements non traditionnels, les infrastructures et les terrains forestiers exploitables) et le rendement établi selon les meilleures estimations de la direction. Les rendements annuels supérieurs (gains) ou inférieurs (pertes) aux rendements établis selon les meilleures estimations de la direction sont amortis sur cinq ans. La variation de l'ajustement de la valeur actuarielle de l'actif pour l'exercice s'est établie à 7 535 M\$ [(3 730) M\$ en 2006].

Les titres à revenu fixe sont évalués à leur juste valeur conformément au taux d'actualisation utilisé pour évaluer les prestations constituées du régime et, par conséquent, ils ne justifient pas un ajustement de l'actif net.

Le tableau suivant présente un résumé de la composition de l'ajustement de la valeur actuarielle de l'actif au 31 décembre :

| (M\$) | (Gains) pertes<br>non amortis | (Gains) pertes non amortis<br>devant être comptabilisés en |            |          |        | (Gains) pertes<br>non amortis |
|-------|-------------------------------|--|------------|----------|--------|-------------------------------|
|       | 2007                          | 2008   | 2009       | 2010     | 2011   | 2006                          |
| 2003  | – \$                          | – \$   | – \$       | – \$     | – \$   | (1 080) \$                    |
| 2004  | (727)                         | (727)  | –          | –        | –      | (1 454)                       |
| 2005  | (2 372)                       | (1 186)  | (1 186)    | –        | –      | (3 558)                       |
| 2006  | (3 804)                       | (1 268)  | (1 268)    | (1 268)  | –      | (5 072)                       |
| 2007  | 3 274                         | 819  | 819        | 818      | 818    | –                             |
|       | (3 629) \$                    | (2 362) \$   | (1 635) \$ | (450) \$ | 818 \$ | (11 164) \$                   |

**NOTE 5.****Prestations constituées****a) Hypothèses actuarielles**

Les hypothèses actuarielles utilisées pour établir la valeur des prestations constituées, soit 115 459 M\$ (110 496 M\$ en 2006), reflètent les meilleures estimations de la direction quant à la conjoncture économique future et tiennent compte d'hypothèses économiques et autres. Les hypothèses qui ne portent pas sur l'économie ont trait notamment à la mortalité, aux taux de sortie et aux taux de retraite. Les principales hypothèses économiques portent entre autres sur le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires et le taux d'inflation. Le taux d'actualisation correspond au taux du marché, à la date d'évaluation, des obligations à rendement réel à long terme émises par le gouvernement canadien ayant des caractéristiques semblables au passif du régime, plus 50 points de base pour tenir compte du risque de crédit de la province de l'Ontario. Le taux d'inflation correspond à l'écart entre le rendement des obligations nominales à long terme et des obligations à rendement réel à long terme émises par le gouvernement canadien. Le taux d'augmentation des salaires tient compte de l'hypothèse portant sur le taux d'inflation et de l'augmentation à long terme prévue des salaires réels. Les principales hypothèses économiques au 31 décembre se résument comme suit :

|                                  | 2007   | 2006   |
|----------------------------------|--------|--------|
| Taux d'actualisation             | 4,65 % | 4,70 % |
| Taux d'augmentation des salaires | 3,20 % | 3,40 % |
| Taux d'inflation                 | 2,20 % | 2,40 % |
| Taux réel                        | 2,45 % | 2,30 % |

Les principales hypothèses économiques ont été modifiées à la suite de changements sur les marchés financiers en 2007. Ces modifications ont entraîné une diminution nette de 2 594 M\$ (5 219 M\$ en 2006) de la valeur des prestations constituées. De plus, les modifications apportées aux hypothèses qui ne portent pas sur l'économie ont entraîné une augmentation de 3 086 M\$ (86 M\$ en 2006) de la valeur des prestations constituées. En 2007, la principale modification apportée aux hypothèses qui ne portent pas sur l'économie a été la formulation d'hypothèses sur les taux de mortalité. Les modifications apportées aux hypothèses économiques et aux hypothèses qui ne portent pas sur l'économie ont entraîné une augmentation nette de 492 M\$ (une diminution de 5 133 M\$ en 2006) de la valeur des prestations constituées.

**b) Dispositions du régime**

Aucune modification importante n'a été apportée aux dispositions du régime en 2007. La *Loi sur le régime de retraite des enseignants* a été modifiée en 2006 par le retrait des restrictions imposées par cette loi à la capitalisation du régime. Le régime est assujéti depuis aux règles de capitalisation de la *Loi sur les régimes de retraite*, également modifiée en 2006 pour inclure les règles applicables à la nouvelle catégorie de régimes de retraite, les « régimes avec corépondants », dont le régime fait partie. Ces règles permettent au régime de continuer à utiliser la méthode d'évaluation actuarielle de la capitalisation du régime auparavant prescrite par la *Loi sur le régime de retraite des enseignants*, sous réserve de certaines vérifications additionnelles. Le régime a été modifié en 2006 afin de permettre l'augmentation progressive de 3,1 %, sur trois ans, des cotisations salariales et patronales qui a pris effet en 2007 pour une période de 15 ans. Le régime a aussi été modifié en 2006 afin d'imposer au salaire ouvrant droit à pension un plafond correspondant à six fois le maximum des gains annuels ouvrant à droit à pension prescrit chaque année par le Régime de pensions du Canada (RPC).

**c) Gains et pertes actuariels**

Les gains actuariels de 18 M\$ (pertes de 421 M\$ en 2006) découlent des écarts entre les hypothèses actuarielles et les résultats réels.

**NOTE 6.****Placements dans les coentreprises**

La quote-part revenant au régime de la juste valeur de l'actif et du passif des coentreprises au 31 décembre 2007 (à l'exception des coentreprises liées aux biens immobiliers, qui figurent à la note 8) s'établissait à 5 923 M\$ (5 119 M\$ en 2006) et à 3 995 M\$ (3 575 M\$ en 2006), respectivement.

**NOTE 7.****Consolidation des filiales et des entités à détenteurs de droits variables****Filiales et entités à détenteurs de droits variables**

La juste valeur de l'actif et du passif des filiales (à l'exception de la filiale de gestion des biens immobiliers dont fait état la note 8) et des EDDV, au 31 décembre 2007, est de 14 675 M\$ (7 185 M\$ en 2006) et de 8 693 M\$ (4 713 M\$ en 2006), respectivement.

**Filiales**

En 2007, le régime a acquis une participation financière conférant le contrôle dans les entreprises suivantes en contrepartie de 4 126 M\$ principalement versés en espèces :

- participation de 51 % dans Empresa de Servicios Sanitarios del Bio-Bio S.A., société ouverte de services d'eau du Chili;
- participation de 100 % dans Aguas Nuevo Sur Maule, S.A., société fermée de services d'eau du Chili;
- participation de 69 % dans Esva S.A., société ouverte de services d'eau du Chili;
- participation de 99 % dans Arclin (auparavant Dynea North America), fournisseur de produits adhésifs et de revêtement pour des matériaux d'ingénierie en Amérique du Nord;
- participation de 100 % dans Global Terminal and Container Systems, Inc., société qui détient et effectue des placements dans les infrastructures de terminaux maritimes à conteneurs au Canada et aux États-Unis;
- participation de 100 % dans Glass, Lewis & Co., société de recherche et de services-conseils en matière de placements et de vote par procuration à l'échelle mondiale.

À la date de l'acquisition, la contrepartie versée représentait la juste valeur cumulative de l'actif net.

**NOTE 8.****Placements immobiliers****a) Placements immobiliers**

Les placements immobiliers du régime, lesquels sont composés de placements liés aux biens immobiliers détenus ou gérés pour le compte du régime par La Corporation Cadillac Fairview Limitée, une filiale en propriété exclusive, s'établissent comme suit au 31 décembre :

| (M\$)  | 2007             |                 | 2006             |                 |
|--|------------------|-----------------|------------------|-----------------|
|  | Juste valeur     | Coût            | Juste valeur     | Coût            |
| <b>Actif<sup>1</sup></b>                           |                  |                 |                  |                 |
| Biens immobiliers <sup>2</sup>                     | 15 110 \$        | 10 457 \$       | 14 129 \$        | 10 281 \$       |
| Placements   | 1 550            | 1 205           | 846              | 526             |
| Autres actifs <sup>2</sup>                         | 192              | 192             | 182              | 182             |
| <b>Total de l'actif</b>                            | <b>16 852</b>    | <b>11 854</b>   | <b>15 157</b>    | <b>10 989</b>   |
| <b>Passif</b>                                      |                  |                 |                  |                 |
| Dette grevant les biens immobiliers <sup>2,3</sup> | 2 945            | 2 996           | 3 450            | 3 355           |
| Autres passifs <sup>2</sup>                        | 495              | 432             | 588              | 449             |
| <b>Total du passif</b>                             | <b>3 440</b>     | <b>3 428</b>    | <b>4 038</b>     | <b>3 804</b>    |
| <b>Placements immobiliers, montant net</b>         | <b>13 412 \$</b> | <b>8 426 \$</b> | <b>11 119 \$</b> | <b>7 185 \$</b> |

<sup>1</sup> Au 31 décembre 2007, les actifs en dollars américains et en livres sterling ont été couverts au moyen de contrats de change à terme de gré à gré pour un montant nominal de 2 188 M\$ (1 918 M\$ en 2006) dont la juste valeur combinée est de -3 M\$ (-49 M\$ en 2006).

<sup>2</sup> Comprend la part proportionnelle des actifs et des passifs des coentreprises liées aux biens immobiliers de 3 132 M\$ (3 501 M\$ en 2006) et de 853 M\$ (1 110 M\$ en 2006), respectivement.

<sup>3</sup> Au 31 décembre 2007, les passifs éventuels liés aux obligations de certains copropriétaires totalisaient 4 M\$ (19,0 M\$ en 2006). Toutefois, la quote-part des actifs revenant à chaque copropriétaire était disponible pour honorer ces obligations.

b) **Bénéfice tiré des biens immobiliers**

Le bénéfice tiré des biens immobiliers pour l'exercice terminé le 31 décembre s'établit comme suit :

| (M\$)   | 2007            | 2006            |
|---|-----------------|-----------------|
| <b>Produits</b>   |                 |                 |
| Locations   | 1 586 \$        | 1 538 \$        |
| Placements  | 27              | 13              |
|   | 1 613           | 1 551           |
| <b>Charges</b>  |                 |                 |
| Exploitation des biens immobiliers  | 725             | 705             |
| Frais généraux et administratifs  | 25              | 31              |
| Autres <sup>7</sup>   | 13              | 9               |
|   | 763             | 745             |
| Bénéfice d'exploitation (note 9)  | 850             | 806             |
| Intérêts débiteurs (note 9)   | (189)           | (218)           |
|   | 661             | 588             |
| Gain net sur placements lié à l'actif des biens immobiliers <sup>4,6</sup>          | 1 260           | 1 324           |
| Gain net sur placements lié à la dette grevant les biens immobiliers <sup>5,6</sup> | 145             | 54              |
| <b>Bénéfice net tiré des biens immobiliers</b>                                      | <b>2 066 \$</b> | <b>1 966 \$</b> |

<sup>4</sup> Comprend des gains nets non réalisés liés à l'actif des biens immobiliers et à d'autres passifs, de 906 M\$ (1 288 M\$ en 2006).

<sup>5</sup> Comprend des gains nets non réalisés liés à la dette grevant les biens immobiliers de 146 M\$ (34 M\$ en 2006).

<sup>6</sup> Ce montant est inclus dans le gain net sur placements réalisé et non réalisé indiqué dans la note 9.

<sup>7</sup> Comprend des coûts de transaction de 6 M\$ en 2007.

**NOTE 9.****Revenu de placement****a) Revenu de placement avant l'attribution des gains nets sur placements réalisés et non réalisés ainsi que des coûts de transaction aux catégories d'actif**

Le revenu de placement, avant l'attribution des gains nets sur placements réalisés et non réalisés ainsi que des coûts de transaction aux catégories d'actif, pour l'exercice terminé le 31 décembre, s'établit comme suit :

| (M\$)  | 2007            | 2006             |
|--|-----------------|------------------|
| <b>Intérêts sur titres à revenu fixe</b>                                     |                 |                  |
| Débiteures   | 690 \$          | 823 \$           |
| Titres du marché monétaire   | 219             | 307              |
| Obligations  | 1 138           | 1 396            |
| Intérêts débiteurs sur convention de rachat, montant net                     | (457)           | (237)            |
| Intérêts débiteurs sur swaps, montant net                                    | (1 541)         | (630)            |
| Intérêts débiteurs sur biens immobiliers (note 8b)                           | (189)           | (218)            |
|  | (140)           | 1 441            |
| <b>Dividendes</b>  |                 |                  |
| Actions canadiennes  | 408             | 521              |
| Actions non canadiennes  | 979             | 783              |
|  | 1 387           | 1 304            |
| <b>Revenu de placements sensibles à l'inflation</b>                          |                 |                  |
| Bénéfice d'exploitation des biens immobiliers (note 8b)                      | 850             | 806              |
| Titres à taux réels  |                 |                  |
| Canadiens  | 216             | 213              |
| Non canadiens  | 90              | 68               |
| Infrastructures et terrains forestiers exploitables                          | 380             | 303              |
|  | 1 536           | 1 390            |
|  | 2 783           | 4 135            |
| <b>Gain réalisé et non réalisé sur placements, montant net<sup>1,2</sup></b> | 1 971           | 8 176            |
| <b>Coûts de transaction</b>  | (76)            | -                |
| <b>Revenu de placement</b>   | <b>4 678 \$</b> | <b>12 311 \$</b> |

<sup>1</sup> Comprend des pertes nettes non réalisées de 8 152 M\$ (gains nets de 4 245 M\$ en 2006).

<sup>2</sup> Comprend des gains de change nets de 2 193 M\$ (pertes nettes de 1 036 M\$ en 2006).

**b) Revenu de placement**

Le revenu de placement par catégorie d'actif, après l'attribution des gains nets sur placements réalisés et non réalisés ainsi que des coûts de transaction aux catégories d'actif, pour l'exercice terminé le 31 décembre s'établit comme suit :

| (M\$)                              | 2007     | 2006      |
|------------------------------------|----------|-----------|
| Titres à revenu fixe               | 472 \$   | 1 134 \$  |
| Actions canadiennes                | 2 272    | 2 187     |
| Actions non canadiennes            | (1 206)  | 6 691     |
| Placements sensibles à l'inflation | 3 140    | 2 299     |
|                                    | 4 678 \$ | 12 311 \$ |

**NOTE 10.****Rendements des placements et indices de référence connexes**

Les rendements des placements et les indices de référence connexes par catégorie d'actif pour l'exercice terminé le 31 décembre s'établissent comme suit :

| (%)   | 2007                      |                     | 2006                      |                     |
|---|---------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
|   | Rendements des placements | Indice de référence | Rendements des placements | Indice de référence |
| Titres à revenu fixe <sup>1,2</sup>             | 5,4 %                     | 9,6 %               | 6,1 %                     | 1,4 %               |
| Actions canadiennes <sup>2,3</sup>              | 14,5                      | 9,8                 | 12,5                      | 17,3                |
| Actions non canadiennes <sup>2,3</sup>          | (5,4)                     | (5,6)               | 25,0                      | 21,5                |
| Placements sensibles à l'inflation <sup>3</sup> | 7,0                       | 2,9                 | 7,4                       | 1,6                 |
| Rendement global du régime                      | 4,5 %                     | 2,3 %               | 13,2 %                    | 9,4 %               |

<sup>1</sup> Comprend les opérations de couverture en vertu de la politique de change, les placements découlant de stratégies de rendement absolu interne et les placements non traditionnels.

<sup>2</sup> Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2006, le crédit mezzanine a été classé dans les actions canadiennes et non canadiennes. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006, le crédit mezzanine est classé dans les titres à revenu fixe par suite d'une modification à l'indice de référence.

<sup>3</sup> Le 1<sup>er</sup> septembre 2007, le régime a commencé à tenir compte des coûts de transaction dans le calcul du rendement de placements pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007. Tous les coûts de transactions engagés avant le 1<sup>er</sup> septembre 2007 sont compris dans le calcul du rendement de placements pour 2007, à l'exception d'un montant de 11 M\$. Le fait d'exclure ces coûts de transaction n'a pas d'incidence importante sur le rendement de la catégorie d'actif et le rendement global du régime.

Les rendements des placements ont été calculés conformément aux méthodes reconnues par le CFA Institute et par l'Association canadienne des gestionnaires de fonds de retraite.

Le régime sélectionne des indices de référence qui seront utilisés pour évaluer l'efficacité du processus de gestion des placements. Le rendement de chaque catégorie d'actif est comparé avec un indice de référence qui reflète les résultats des stratégies de placement adoptées par les gestionnaires pour cette catégorie d'actif.

Le rendement global du régime est comparé avec un indice de référence composé exprimé en dollars canadiens obtenu en regroupant les rendements de référence de toutes les catégories d'actif, tout en tenant compte de la pondération prévue dans la politique de composition de l'actif du régime.

Certains indices de référence ont été modifiés le 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour refléter les changements apportés aux objectifs et à la stratégie de placement.

**NOTE 11.****Évaluations actuarielles réglementaires**

Les évaluations actuarielles réglementaires sont préparées périodiquement afin de déterminer les modalités de capitalisation du régime. Jusqu'à 2007, les participants actifs étaient tenus de verser à titre de cotisation au régime 7,3 % de la tranche de leur salaire couverte par le RPC et 8,9 % de l'excédent sur cette tranche. La province et les autres employeurs versent des cotisations d'équivalence. De plus, la politique de capitalisation du régime mise en place par les corépondants prévoit des procédures leur permettant de définir les cotisations et les prestations.

Conformément à l'entente survenue entre les corépondants, les taux de cotisation sont les suivants :

| (%)  | <i>Participants</i><br><i>Taux de cotisation sur la tranche du salaire</i> |                                | <i>Gouvernement et employeurs désignés</i><br><i>Taux de cotisation sur la tranche du salaire</i> |                                |
|------|--|--------------------------------|---|--------------------------------|
|      | <i>couverte par le RPC</i>   | <i>non couverte par le RPC</i> | <i>couverte par le RPC</i>  | <i>non couverte par le RPC</i> |
| 2007 | 9,3 %  | 10,9 %                         | 9,3 %   | 10,9 %                         |
| 2008 | 9,6 %  | 11,2 %                         | 10,4 %  | 12,0 %                         |
| 2009 | 10,4 %   | 12,0 %                         | 10,4 %  | 12,0 %                         |

Les méthodes actuarielles utilisées pour les évaluations actuarielles réglementaires diffèrent de celles qui servent à préparer une évaluation actuarielle en vue de dresser les états financiers et à calculer les montants figurant dans les présents états financiers consolidés. Les évaluations réglementaires utilisent la méthode d'évaluation actuarielle qui tient compte des prestations futures à constituer et des cotisations futures à verser à la date d'évaluation.

Selon la dernière évaluation réglementaire déposée auprès des autorités de réglementation, au 1<sup>er</sup> janvier 2005, préparée par Mercer (Canada) limitée, le déficit de capitalisation s'élevait à 6 064 M\$, selon l'entente conclue entre le conseil et les corépondants. Le déficit est amorti sur une période de 15 ans ayant débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2007 par l'augmentation des cotisations présentée ci-dessus.

Selon les hypothèses prescrites par la politique de capitalisation du régime, l'estimation du déficit de capitalisation s'établit à environ 12 700 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Une évaluation actuarielle en date du 1<sup>er</sup> janvier 2008 doit être déposée auprès de la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) le 30 septembre 2008 au plus tard.

**NOTE 12.  
Cotisations**

| <i>(M\$)</i>                                      | <i>2007</i> | <i>2006</i> |
|---|-------------|-------------|
| <b>Participants</b>                               |             |             |
| Services courants                                 | 1 023 \$    | 779 \$      |
| Rachat de services                                | 17          | 16          |
|   | 1 040       | 795         |
| <b>Province de l'Ontario</b>                      |             |             |
| Services courants                                 | 1 008       | 779         |
| Intérêts  | 37          | 33          |
| Rachat de services                                | 15          | 8           |
|   | 1 060       | 820         |
| <b>Autres employeurs</b>                          | 19          | 14          |
| Transferts provenant d'autres régimes de retraite | 19          | 17          |
|   | 38          | 31          |
|   | 2 138 \$    | 1 646 \$    |

**NOTE 13.  
Prestations versées**

| <i>(M\$)</i>                      | <i>2007</i> | <i>2006</i> |
|-----------------------------------|-------------|-------------|
| Rentes de retraite                | 3 725 \$    | 3 535 \$    |
| Prestations de décès              | 219         | 203         |
| Rentes d'invalidité               | 32          | 32          |
| Transferts de la valeur de rachat | 30          | 34          |
| Remboursements                    | 8           | 7           |
| Transferts à d'autres régimes     | 6           | 8           |
|                                   | 4 020 \$    | 3 819 \$    |

**NOTE 14.****Frais d'administration**

## a) Frais de placement

| (M\$)  | 2007     | 2006     |
|--|----------|----------|
| Salaires, incitatifs et charges sociales           | 119,4 \$ | 119,8 \$ |
| Frais de gestion externes des placements           | 37,6     | 30,9     |
| Services professionnels et de consultation         | 24,5     | 33,0     |
| Locaux et matériel                                 | 17,4     | 11,4     |
| Frais de garde                                     | 10,6     | 7,7      |
| Services d'information                             | 9,7      | 7,2      |
| Communications et déplacements                     | 7,5      | 6,6      |
| Honoraires de vérification réglementaire           | 0,8      | 0,8      |
| Rémunération des membres du conseil et des comités | 0,5      | 0,4      |
| Autres   | 1,4      | 1,7      |
|  | 229,4 \$ | 219,5 \$ |

## b) Frais liés aux services aux participants

| (M\$)  | 2007    | 2006    |
|--|---------|---------|
| Salaires, incitatifs et charges sociales           | 23,4 \$ | 21,1 \$ |
| Locaux et matériel                                 | 6,8     | 6,6     |
| Services professionnels et de consultation         | 2,5     | 2,4     |
| Communications et déplacements                     | 1,2     | 1,2     |
| Honoraires de vérification réglementaire           | 0,3     | 0,3     |
| Rémunération des membres du conseil et des comités | 0,2     | 0,2     |
| Autres   | 0,8     | 0,7     |
|  | 35,2 \$ | 32,5 \$ |

**NOTE 15.****Convention de retraite**

Les restrictions imposées par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) sur le versement de certaines prestations découlant d'un régime enregistré à l'égard des périodes de service postérieures à 1991 peuvent toucher certains participants à ce régime. C'est pourquoi la convention de retraite (CR) a été créée en vertu d'une entente entre les corépondants comme un régime complémentaire destiné à leur verser ces prestations.

La CR est administrée dans le cadre d'une fiducie distincte de l'actif du régime. Les corépondants ont choisi le conseil d'administration comme fiduciaire de la CR.

Comme la CR constitue une fiducie distincte et que le régime ne détient pas de droit variable dans la CR, l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que la valeur des prestations constituées et du déficit, présentés ci-après, n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés du régime.

La CR est financée selon la méthode de comptabilisation au décaissement, par répartition d'une partie des cotisations que les enseignants, la province, les écoles privées désignées et les organismes désignés versent au régime. Cette partie des cotisations est calculée en fonction d'un plafond imposé aux cotisations versées au régime, les cotisations qui excèdent cette limite étant versées à la CR. Le plafond est fixé annuellement par l'actuaire indépendant du régime de manière à ce que les cotisations à la CR soient suffisantes pour couvrir les prestations à verser pendant les 12 prochains mois. Au début de 2008, l'actuaire a établi que le plafond devait être abaissé de 12 700 \$ à 11 800 \$. En raison de la politique de capitalisation que les corépondants ont adoptée, l'actif net disponible pour le service des prestations continuera d'être sensiblement inférieur aux prestations constituées.

De plus, comme il est difficile de prévoir le montant des prestations à verser au cours des 12 prochains mois, il est possible que l'actif ne suffise pas à les couvrir. En pareil cas, les prestations seront suspendues temporairement, et les cotisations seront majorées pour financer les versements échus au titre de la CR.

Voici le sommaire des états financiers de la CR, au 31 décembre :

| (k\$)  | 2007             | 2006             |
|--|------------------|------------------|
| <b>État de l'actif net disponible pour le service des prestations et des prestations constituées et du déficit</b> |                  |                  |
| <b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>  |                  |                  |
| Actif  | 11 400 \$        | 11 870 \$        |
| Passif   | (823)            | (1 384)          |
|  | <b>10 577 \$</b> | <b>10 486 \$</b> |
| <b>Prestations constituées et déficit</b>  |                  |                  |
| Prestations constituées  | 245 401 \$       | 207 655 \$       |
| Déficit  | (234 824)        | (197 169)        |
|  | <b>10 577 \$</b> | <b>10 486 \$</b> |
| <b>État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations</b>                               |                  |                  |
| Cotisations  | 3 189 \$         | 3 654 \$         |
| Revenu de placement  | 172              | 172              |
|  | <b>3 361</b>     | <b>3 826</b>     |
| Prestations versées  | 3 221            | 2 800            |
| Charges  | 49               | 126              |
|  | <b>3 270</b>     | <b>2 926</b>     |
| Augmentation de l'actif net  | <b>91 \$</b>     | <b>900 \$</b>    |

Les hypothèses actuarielles utilisées pour établir la valeur des prestations constituées sont conformes à celles utilisées par le régime, sauf que le taux d'actualisation supposé a été ajusté afin de refléter l'incidence de l'impôt remboursable de 50 % en vertu de la CR.

La valeur estimative des prestations constituées est très sensible aux augmentations de salaire, tant réelles qu'hypothétiques. Toute modification des hypothèses relatives au salaire influera fortement sur le passif lié aux prestations futures. De plus, les prévisions quant au passif de la CR comportent un degré élevé d'incertitude compte tenu de la variation du nombre des futurs participants ainsi que des modifications des règlements de l'impôt sur le revenu relatifs aux rentes.

**NOTE 16.****Engagements**

Le régime s'est engagé à effectuer des placements et d'autres opérations dont le financement pourrait s'étendre sur quelques années conformément aux modalités convenues. Au 31 décembre 2007, la valeur de ces engagements s'établissait à 15 008 M\$ (12 456 M\$ en 2006).

Parmi ces engagements se trouve un montant de 4 G\$ qui représente un engagement relativement à des capitaux propres se rapportant à une transaction évaluée à 51,7 G\$, y compris les dettes et les autres participations, dans le cadre de laquelle une société (l'« acquéreur ») constituée par plusieurs investisseurs propose d'acquérir BCE Inc. (« BCE »). En vertu de l'entente définitive intervenue entre BCE et l'acquéreur relativement à la transaction, une indemnité de rupture de 800 M\$ est payable par BCE dans certaines circonstances et une indemnité de rupture inverse de 1 G\$ est payable par l'acquéreur dans certaines circonstances. Certains des investisseurs ont souscrit à une garantie limitée au titre de laquelle ils pourraient avoir à verser une somme globale n'excédant pas le montant de l'indemnité de rupture inverse de 1 G\$ (dont la part du régime est de 587 M\$). Le régime devrait détenir une participation indirecte de 52 % dans BCE à la conclusion de la transaction. Au 31 décembre 2007, la conclusion de la transaction demeure assujettie à certaines conditions, notamment les approbations réglementaires d'Industrie Canada et du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), et l'émission d'une ordonnance définitive de la Cour supérieure du Québec approuvant le plan d'arrangement conformément auquel la transaction serait conclue, qui est actuellement contesté par certains porteurs d'obligations émises par Bell Canada.

**NOTE 17.****Garanties et indemnisations****Garanties**

En 2004, dans le cadre d'une opération de placement, le régime a accepté de garantir des facilités de lettre de crédit à une contrepartie. Si la contrepartie venait à manquer à ses engagements quant à une lettre de crédit, le régime devrait payer 50 % de la marge de crédit jusqu'à concurrence de 25 M\$ US au 31 décembre 2007 (25 M\$ US en 2006), plus les intérêts et les coûts de transaction. Les facilités de lettre de crédit ont une durée de un an; elles sont renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2007, la contrepartie avait tiré 19 M\$ US en lettres de crédit garanties par le régime (18 M\$ US en 2006).

En 2006, dans le cadre d'une opération de placement, le régime a accepté de garantir le bail d'équipement d'une contrepartie. Si la contrepartie venait à manquer à ses obligations quant au bail d'équipement, le régime devrait payer 25 % du bail, jusqu'à concurrence de 15 M\$ au 31 décembre 2007 (15 M\$ en 2006). La garantie vient à expiration le 1<sup>er</sup> avril 2012, à la cessation de la convention de bail. Le régime n'a effectué aucun paiement relativement à cette garantie en 2007 ni en 2006.

Dans le cours normal de leurs activités, certaines coentreprises et filiales ont fourni des garanties de rendement ou des facilités de lettre de crédit ou les deux. Les bénéficiaires de ces garanties et facilités de lettre de crédit peuvent en tirer des sommes dans la mesure où les obligations contractuelles, telles que définies dans les ententes connexes, ne sont pas respectées. La durée de ces garanties et facilités va de 1 à 22 ans. Au 31 décembre 2007, elles représentaient un risque maximal de 784 M\$ (422 M\$ en 2006).

De plus, le régime garantit indirectement les obligations de référence sous-jacentes au moment de la vente de dérivés de crédit. Le risque maximal correspond au montant nominal des dérivés de crédit vendus, comme l'indique la note 2b. Aucun paiement net ayant trait aux dérivés de crédit vendus n'a été fait en 2007 ni en 2006.

**Indemnisations**

Le régime prévoit que les membres du conseil, les employés et certaines autres personnes seront indemnisés pour des frais engagés dans le cadre de certaines poursuites intentées contre eux. De plus, dans le cours normal des activités, le régime peut, dans certaines circonstances, accepter d'indemniser une contrepartie. En vertu de ces ententes, le régime peut être tenu de verser une compensation aux contreparties au titre des coûts engagés en raison de diverses situations imprévues, comme des réclamations fondées en droit ou des modifications de lois et règlements. Le nombre de ces ententes, l'éventail des indemnisations et leur nature imprévisible empêchent le régime de faire des estimations raisonnables quant au montant maximal qui pourrait devoir être versé à toutes ces contreparties.

## Placements de plus de 100 M\$

(au 31 décembre 2007)

### Titres à revenu fixe et placements à court terme

| Type (M\$)  | Échéance  | Coupon (%) | Juste valeur | Coût      |
|---|-----------|------------|--------------|-----------|
| Obligations du gouvernement du Canada             | 2008–2037 | 3,75–9,75  | 16 234 \$    | 15 773 \$ |
| Titres achetés en vertu de conventions de revente | 2008–2008 | 0,50–5,62  | 7 866        | 7 906     |
| Produits structurés                               | 2008–2051 | 0,00–20,24 | 5 357        | 5 996     |
| Effets de commerce                                | 2008–2008 | 0,00–5,35  | 4 162        | 4 149     |
| Obligations de sociétés canadiennes               | 2008–2085 | 0,00–30,00 | 3 750        | 3 887     |
| Obligations souveraines de pays émergents         | 2009–2039 | 1,33–14,50 | 2 291        | 2 268     |
| Bons du Trésor du Canada                          | 2008–2008 | 0,00–0,00  | 1 573        | 1 552     |
| Obligations de sociétés internationales           | 2008–2049 | 0,00–14,93 | 1 113        | 1 184     |
| Billets de banque                                 | 2008–2008 | 4,52–6,76  | 650          | 647       |
| Bons du Trésor des États-Unis                     | 2009–2037 | 0,00–7,63  | 377          | 169       |
| Obligations provinciales                          | 2008–2037 | 4,35–5,93  | 168          | 174       |
| Titres vendus en vertu de conventions de rachat   | 2008–2008 | 2,00–5,45  | (22 725)     | (22 778)  |

### Placements sensibles à l'inflation

| Type (M\$)   | Échéance  | Coupon (%) | Juste valeur | Coût     |
|--|-----------|------------|--------------|----------|
| Obligations du gouvernement du Canada à rendement réel | 2021–2041 | 2,00–4,25  | 5 712 \$     | 4 764 \$ |
| Titres du Trésor américain protégés contre l'inflation | 2011–2032 | 1,88–3,88  | 3 278        | 3 420    |
| Obligations de sociétés canadiennes à rendement réel   | 2016–2039 | 0,00–5,33  | 1 493        | 756      |
| Obligations provinciales à rendement réel              | 2026–2036 | 2,00–4,50  | 485          | 354      |
| Prêts hypothécaires indexés sur des actions            | 2022–2030 | 4,63–5,53  | 257          | 229      |

### Débetures de la province de l'Ontario

| Date d'échéance (M\$) | Coupon (%)  | Juste valeur | Coût     |
|-----------------------|-------------|--------------|----------|
| 2008–2012             | 10,11–15,38 | 5 934 \$     | 5 314 \$ |

## Actions de sociétés/parts de plus de 100 M\$

(au 31 décembre 2007) (M\$)

| Nom du titre                                     | Actions | Juste valeur | Nom du titre                                     | Actions | Juste valeur |
|--|---------|--------------|--|---------|--------------|
| BCE Inc.   | 50,8    | 2 032,9 \$   | Akzo Nobel N.V.                                  | 2,1     | 163,0 \$     |
| Nexen Inc.                                       | 53,7    | 1 724,4      | Société financière Manuvie                       | 4,0     | 162,7        |
| Deutsche Telekom AG                              | 46,6    | 1 010,1      | Banque Royale du Canada                          | 3,2     | 161,4        |
| Northumbrian Water Group plc                     | 135,1   | 916,2        | Mitsubishi UFJ Financial Group, Inc.             | 17,2    | 158,7        |
| Macquarie Infrastructure Group                   | 285,5   | 774,3        | Johnson & Johnson                                | 2,4     | 156,1        |
| Transurban Group                                 | 115,8   | 714,3        | Goldcorp Inc.                                    | 4,5     | 153,8        |
| Les Aliments Maple Leaf Inc.                     | 42,7    | 634,5        | Citigroup Inc.                                   | 5,1     | 147,6        |
| Royal Bank of Scotland Group, plc                | 66,5    | 579,8        | EnCana Corp.                                     | 2,2     | 145,7        |
| Multiplan Empreendimentos Imobiliários S.A.      | 51,3    | 541,3        | HSBC Holdings plc                                | 8,6     | 144,0        |
| Eni S.p.A.                                       | 14,2    | 514,3        | Portugal Telecom, SGPS, SA                       | 10,7    | 138,0        |
| Royal Utilities Income Fund                      | 40,3    | 434,0        | Kobenhavns Lufthavne A/S                         | 0,3     | 137,9        |
| MMX Mineracao e Metalicos SA                     | 0,8     | 395,9        | Research In Motion Limited                       | 1,2     | 134,6        |
| Microsoft Corporation                            | 8,9     | 313,2        | Vodafone Group Plc                               | 35,9    | 134,0        |
| Samsung Electronics Co., Ltd.                    | 0,5     | 290,5        | Novartis AG                                      | 2,5     | 133,2        |
| Nippon Telegraph and Telephone Corporation       | 0,1     | 279,4        | International Business Machines Corporation      | 1,2     | 130,6        |
| Manitoba Telecom Services Inc.                   | 5,7     | 267,7        | Suncor Energy, Inc.                              | 1,2     | 129,3        |
| MacDonald, Dettwiler and Associates Ltd.         | 6,1     | 252,8        | Banque de Nouvelle-Écosse                        | 2,5     | 128,1        |
| Hitachi, Ltd.                                    | 34,3    | 252,4        | Société aurifère Barrick                         | 3,1     | 128,0        |
| Intel Corporation                                | 8,9     | 234,9        | GlaxoSmithKline plc                              | 4,9     | 124,8        |
| Sumitomo Mitsui Financial Group, Inc.            | 0,03    | 224,8        | Potash Corporation of Saskatchewan Inc.          | 0,9     | 124,5        |
| Sanofi-Aventis                                   | 2,4     | 217,0        | TD Ameritrade Holding Corp                       | 6,3     | 124,0        |
| Bayerische Motoren Werke AG                      | 3,5     | 212,4        | Micron Technology, Inc.                          | 17,2    | 123,2        |
| Pfizer Inc.                                      | 9,4     | 211,5        | Safeway Inc.                                     | 3,6     | 122,7        |
| Unilever N.V.                                    | 5,8     | 210,0        | Verizon Communications Inc.                      | 2,8     | 122,5        |
| Petroleo Brasileiro S.A.                         | 1,9     | 209,8        | Banque Toronto-Dominion                          | 1,7     | 119,1        |
| Nestlé SA  | 0,5     | 205,7        | European Aeronautic Defence and Space Company NV | 3,8     | 119,0        |
| Idea Cellular Limited                            | 58,8    | 204,3        | Softchoice Corporation                           | 5,1     | 118,8        |
| Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada | 4,2     | 195,0        | American International Group, Inc.               | 2,0     | 113,7        |
| Siemens AG                                       | 1,1     | 179,8        | ING Groep N.V.                                   | 2,9     | 110,9        |
| Total SA   | 2,4     | 172,9*       | CRH plc  | 3,2     | 108,5        |
|  |         |              | Canadian Natural Resources Ltd.                  | 1,4     | 103,2        |

\* Juste valeur de marché des actions avec STRIP-VVPR comprise.

Pour les participations de plus de 50 M\$, consultez notre site web : [www.otpp.com/fr](http://www.otpp.com/fr)

## Placements immobiliers (placements de plus de 100 M\$)

(au 31 décembre 2007)

| Propriété                                      | Superficie totale<br>en pi <sup>2</sup> (milliers) | Participation<br>réelle (%) | Propriété   | Superficie totale<br>en pi <sup>2</sup> (milliers) | Participation<br>réelle (%) |
|--|--|-----------------------------|---|--|-----------------------------|
| <b>Centres commerciaux régionaux au Canada</b> |  |                             | <b>Immeubles de bureaux au Canada</b>               |  |                             |
| Champlain Place, Dieppe                        | 813  | 100 %                       | Encor Place, Calgary                                | 360  | 100 %                       |
| Chinook Centre, Calgary                        | 1 195  | 100 %                       | Granville Square, Vancouver                         | 407  | 100 %                       |
| Erin Mills Town Centre, Mississauga            | 806  | 50 %                        | HSBC Building, Vancouver                            | 395  | 100 %                       |
| Fairview Mall, Toronto                         | 718  | 50 %                        | Pacific Centre Office Complex,<br>Vancouver         | 1 547  | 100 %                       |
| Fairview Park Mall, Kitchener                  | 748  | 100 %                       | Shell Centre, Calgary                               | 683  | 50 %                        |
| Fairview Pointe Claire, Montréal               | 1 023  | 50 %                        | Toronto-Dominion Centre Office<br>Complex, Toronto  | 4 442  | 100 %                       |
| Georgian Mall, Barrie                          | 625  | 100 %                       | Toronto Eaton Centre Office<br>Complex, Toronto     | 1 895  | 100 %                       |
| Hillcrest Mall, Richmond Hill                  | 587  | 100 %                       | Waterfront Centre, Vancouver                        | 410  | 100 %                       |
| Le Carrefour Laval, Montréal                   | 1 345  | 100 %                       | Yonge Corporate Centre, Toronto                     | 674  | 100 %                       |
| Les Galeries d'Anjou, Montréal                 | 1 227  | 50 %                        | <b>Projet immobilier en cours<br/>au Canada</b>     |  |                             |
| Les Promenades Saint-Bruno, Montréal           | 1 139  | 100 %                       | RBC Centre, Toronto                                 | s. o.  | 100 %                       |
| Lime Ridge Mall, Hamilton                      | 814  | 100 %                       | <b>Centres commerciaux régionaux aux États-Unis</b> |  |                             |
| Market Mall, Calgary                           | 920  | 50 %                        | Lakewood Mall, Lakewood, Californie                 | 2 086  | 49 %                        |
| Markville Shopping Centre, Markham             | 1 016  | 100 %                       | Los Cerritos Center, Cerritos, Californie           | 1 282  | 49 %                        |
| Masonville Place, London                       | 686  | 100 %                       | Stonewood Center, Downey, Californie                | 917  | 49 %                        |
| Pacific Centre, Vancouver                      | 1 439  | 100 %                       | Washington Square, Tigard, Oregon                   | 1 323  | 49 %                        |
| Polo Park Mall, Winnipeg                       | 1 225  | 100 %                       | <b>Immeubles de bureaux au Royaume-Uni</b>          |  |                             |
| Regent Mall, Fredericton                       | 487  | 100 %                       | Thomas More Square Estate, Londres                  | 562  | 50 %                        |
| Richmond Centre, Richmond                      | 491  | 100 %                       |   |  |                             |
| Rideau Centre, Ottawa                          | 739  | 31 %                        |   |  |                             |
| Sherway Gardens, Toronto                       | 984  | 100 %                       |   |  |                             |
| The Bay Centre, Victoria                       | 415  | 100 %                       |   |  |                             |
| The Promenade, Toronto                         | 693  | 100 %                       |   |  |                             |
| Toronto Eaton Centre, Toronto                  | 1 722  | 100 %                       |   |  |                             |

## Sociétés fermées et sociétés en commandite (placements de plus de 100 M\$)

|  |   |   |
|--|---|---|
| AB Acquisitions Holdings Ltd.                          | Crestline Offshore Fund Ltd   | Maple Leaf Sports & Entertainment Ltd.                      |
| Aguas Nuevo Sur Maule, S.A                             | Crestline Offshore Opportunity Fund, Ltd.                                 | Marathon Special Opportunity Fund Ltd.                      |
| Alexander Forbes Limited                               | CTVglobemedia Inc.  | MBK Partners, L.P.  |
| Alliance Laundry Systems, LLC                          | D.E. Shaw U.S. Large Cap Core Alpha<br>Extension Plus Offshore Fund, L.P. | MidOcean Partnership  |
| AOT Bedding Holding Corp.                              | Davidson Kempner International Ltd  | Northern Star Generation LLC                                |
| Apollo Overseas Partners<br>(Delaware 892) VI, L.P.    | Empresa de Servicios Sanitarios<br>del Bio-Bio S.A.                       | OGX Petróleo e Gás S.A.                                     |
| AQR Offshore Multi-Strategy Fund, Ltd                  | Esval S.A.  | Orbis Institutional Africa (Rand) Fund                      |
| Arclin Canada Ltd.                                     | Express Pipeline Ltd.   | Orbis Sicav Global Equity Fund                              |
| Ares Corporate Opportunities<br>Fund II, L.P.          | GCAN Holdings Inc.  | Park Square Capital, LLC                                    |
| Arrowstreet Global Opportunities<br>Offshore Fund Ltd. | GCT Global Container Terminals Inc.                                       | Providence Equity Partners V L.P.                           |
| Ashmore Local Currency Debt Portfolio                  | GMO Mean Reversion Fund (Offshore) L.P.                                   | Providence Equity Partners VI L.P.                          |
| Auriel Global Macro Fund                               | GNC Corporation, Inc.   | Prudential Timber Investments Inc.                          |
| Avaya Inc.   | Gottex ABL Fund   | Realogy Corporation   |
| BC European Capital VII                                | Grupo Corporativo Ono, S.A.   | Relational Investors LLC                                    |
| BC European Capital VIII                               | Hancock Timber Resource Group   | Resource Management Service Inc.                            |
| BDC Offshore Fund II Ltd.                              | Highland Crusader Fund Ltd.   | Scotia Gas Networks PLC                                     |
| Bernstein Global Long/Short Equity<br>Portfolio L.P.   | Hudson Catastrophe Fund, Ltd.   | Silver Creek Low Vol Strategies, Ltd.                       |
| Birmingham International Airport                       | Humber View Ltd.  | Silver Creek Low Vol Strategies II, Ltd.                    |
| Bridgewater Pure Alpha Fund II Ltd                     | IIG Trade Finance Partners Ltd.   | Silver Creek Special Opportunities<br>Fund Cayman III, L.P. |
| Canary Wharf Group plc                                 | InterGen N.V.   | Southern Cross Airports Corporation<br>Holdings Inc.        |
| Canyon Value Realization Fund<br>(Cayman) Ltd          | Kabel Deutschland GmbH  | Univision Communications Inc.                               |
| CFM Corporation  | KKR Strategic Capital Overseas Fund, Ltd.                                 | Valentino Fashion Group S.p.a                               |
|  | Macquarie Airports Group Limited  | van Biema Value Fund, Ltd.                                  |
|  | Magnitude Institutional, Ltd.   | Yellow Pages Group Limited                                  |
|  | Maple Financial Group Inc.  | York Street Capital Partners                                |

# Rétrospective sur 11 ans

| (G\$)  | 2007              | 2006              | 2005              | 2004              | 2003             | 2002             | 2001             | 2000            | 1999           | 1998           | 1997           |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE</b> |                   |                   |                   |                   |                  |                  |                  |                 |                |                |                |
| <b>Produits</b>  |                   |                   |                   |                   |                  |                  |                  |                 |                |                |                |
| Revenu de placement  | 4,68 \$           | 12,31 \$          | 14,09 \$          | 10,80 \$          | 11,42 \$         | (1,41) \$        | (1,74) \$        | 6,21 \$         | 10,12 \$       | 5,14 \$        | 7,25 \$        |
| <b>Cotisations</b>   |                   |                   |                   |                   |                  |                  |                  |                 |                |                |                |
| Participants/transferts  | 1,06              | 0,83              | 0,79              | 0,75              | 0,71             | 0,68             | 0,64             | 0,62            | 0,63           | 0,61           | 0,59           |
| Province de l'Ontario  | 1,08              | 0,82              | 0,78              | 0,75              | 0,72             | 0,70             | 0,68             | 0,66            | 0,66           | 0,65           | 0,65           |
| Versements spéciaux,<br>province de l'Ontario                          | -                 | -                 | -                 | -                 | -                | -                | -                | -               | 0,13           | 0,49           | 0,46           |
| <b>Total des produits</b>  | <b>6,82</b>       | <b>13,96</b>      | <b>15,66</b>      | <b>12,30</b>      | <b>12,85</b>     | <b>(0,03)</b>    | <b>(0,42)</b>    | <b>7,49</b>     | <b>11,54</b>   | <b>6,89</b>    | <b>8,95</b>    |
| <b>Charges</b>   |                   |                   |                   |                   |                  |                  |                  |                 |                |                |                |
| Prestations versées  | 4,02              | 3,82              | 3,62              | 3,43              | 3,20             | 3,08             | 3,08             | 2,54            | 2,28           | 2,10           | 1,80           |
| Frais de placement   | 0,23              | 0,22              | 0,21              | 0,19              | 0,16             | 0,10             | 0,12             | 0,10            | 0,09           | 0,07           | 0,06           |
| Frais liés aux services<br>aux participants                            | 0,04              | 0,03              | 0,03              | 0,03              | 0,03             | 0,03             | 0,04             | 0,03            | 0,03           | 0,03           | 0,03           |
| <b>Total des charges</b>   | <b>4,29</b>       | <b>4,07</b>       | <b>3,86</b>       | <b>3,65</b>       | <b>3,39</b>      | <b>3,21</b>      | <b>3,24</b>      | <b>2,67</b>     | <b>2,40</b>    | <b>2,20</b>    | <b>1,89</b>    |
| <b>Augmentation (diminution)<br/>de l'actif net</b>                    | <b>2,53 \$</b>    | <b>9,89 \$</b>    | <b>11,80 \$</b>   | <b>8,65 \$</b>    | <b>9,46 \$</b>   | <b>(3,24) \$</b> | <b>(3,66) \$</b> | <b>4,82 \$</b>  | <b>9,14 \$</b> | <b>4,69 \$</b> | <b>7,06 \$</b> |
| <b>ACTIF NET</b>   |                   |                   |                   |                   |                  |                  |                  |                 |                |                |                |
| <b>Placements</b>  |                   |                   |                   |                   |                  |                  |                  |                 |                |                |                |
| Titres à revenu fixe   | 18,68 \$          | 21,44 \$          | 19,33 \$          | 13,91 \$          | 19,38 \$         | 13,96 \$         | 7,09 \$          | 13,32 \$        | 17,30 \$       | 11,48 \$       | 10,28 \$       |
| <b>Actions</b>   |                   |                   |                   |                   |                  |                  |                  |                 |                |                |                |
| Canadiennes  | 13,73             | 16,39             | 19,26             | 16,80             | 15,19            | 13,43            | 17,06            | 17,74           | 19,89          | 17,61          | 19,43          |
| Non canadiennes  | 36,31             | 32,42             | 25,78             | 23,09             | 19,13            | 18,19            | 24,28            | 23,14           | 21,76          | 24,02          | 19,96          |
| <b>Placements sensibles à l'inflation</b>                              |                   |                   |                   |                   |                  |                  |                  |                 |                |                |                |
| Marchandises   | 3,02              | 2,32              | 2,65              | 2,13              | 1,89             | 1,48             | 1,09             | 2,10            | 1,09           | 0,40           | 0,13           |
| Biens immobiliers  | 16,36             | 14,53             | 12,45             | 10,90             | 9,87             | 11,49            | 11,59            | 6,20            | 2,82           | 1,58           | 1,56           |
| Infrastructures et terrains<br>forestiers exploitables                 | 8,84              | 6,78              | 4,77              | 2,99              | 1,90             | 0,97             | 0,03             | -               | -              | -              | -              |
| Titres à taux réel   | 11,06             | 11,80             | 10,56             | 11,90             | 7,07             | 5,92             | 6,98             | 9,55            | 4,24           | 3,02           | 1,60           |
| <b>Placements, montant net</b>   | <b>108,00</b>     | <b>105,68</b>     | <b>94,80</b>      | <b>81,72</b>      | <b>74,43</b>     | <b>65,44</b>     | <b>68,12</b>     | <b>72,05</b>    | <b>67,10</b>   | <b>58,11</b>   | <b>52,96</b>   |
| Sommes à recevoir de<br>la province de l'Ontario                       | 1,84              | 1,58              | 1,50              | 1,42              | 1,36             | 1,32             | 1,28             | 1,25            | 1,25           | 1,23           | 1,26           |
| Autres actifs  | 48,19             | 35,47             | 20,90             | 23,17             | 11,30            | 23,45            | 24,26            | 13,15           | 7,04           | 5,39           | 8,54           |
| <b>Total de l'actif</b>  | <b>158,03</b>     | <b>142,73</b>     | <b>117,20</b>     | <b>106,31</b>     | <b>87,09</b>     | <b>90,21</b>     | <b>93,66</b>     | <b>86,45</b>    | <b>75,39</b>   | <b>64,73</b>   | <b>62,76</b>   |
| <b>Passif</b>  | <b>(49,48)</b>    | <b>(36,72)</b>    | <b>(21,07)</b>    | <b>(21,98)</b>    | <b>(11,41)</b>   | <b>(24,00)</b>   | <b>(24,20)</b>   | <b>(13,33)</b>  | <b>(7,08)</b>  | <b>(5,56)</b>  | <b>(8,27)</b>  |
| <b>Actif net</b>   | <b>108,55</b>     | <b>106,01</b>     | <b>96,13</b>      | <b>84,33</b>      | <b>75,68</b>     | <b>66,21</b>     | <b>69,46</b>     | <b>73,12</b>    | <b>68,31</b>   | <b>59,17</b>   | <b>54,49</b>   |
| Réserve de nivellement   | (3,63)            | (11,16)           | (7,44)            | (1,54)            | 3,48             | 9,65             | 2,97             | (4,34)          | (8,32)         | (4,79)         | (5,58)         |
| Valeur actuarielle de<br>l'actif net                                   | 104,92            | 94,85             | 88,69             | 82,79             | 79,16            | 75,86            | 72,43            | 68,78           | 59,99          | 54,38          | 48,91          |
| Prestations constituées  | 115,46            | 110,50            | 110,53            | 96,73             | 83,12            | 73,67            | 65,43            | 58,56           | 52,11          | 48,64          | 44,46          |
| <b>Excédent (déficit)</b>  | <b>(10,54) \$</b> | <b>(15,65) \$</b> | <b>(21,84) \$</b> | <b>(13,94) \$</b> | <b>(3,96) \$</b> | <b>2,19 \$</b>   | <b>7,00 \$</b>   | <b>10,22 \$</b> | <b>7,88 \$</b> | <b>5,74 \$</b> | <b>4,45 \$</b> |
| <b>RENDEMENT (%) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE</b>            |                   |                   |                   |                   |                  |                  |                  |                 |                |                |                |
| Taux de rendement  | 4,5               | 13,2              | 17,2              | 14,7              | 18,0             | (2,0)            | (2,3)            | 9,3             | 17,4           | 9,9            | 15,6           |
| Indice de référence  | 2,3               | 9,4               | 12,7              | 10,6              | 13,5             | (4,8)            | (5,3)            | 5,3             | 17,6           | 11,9           | 15,6           |

## Direction

### Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Président et chef de la direction

Jim Leech

Services de vérification

Peter Maher, vice-président

Finances

David McGraw, vice-président principal et directeur financier

Ressources humaines et affaires externes

John Brennan, vice-président

Contentieux

Roger Barton, vice-président, chef du contentieux et secrétaire

Information et technologie

Russ Bruch, vice-président et chef de l'information

Dan Houle, vice-président

Phil Nichols, vice-président

Services aux participants

Rosemarie McClean, vice-présidente principale

Placements

Robert Bertram, vice-président directeur

Neil Petroff, vice-président principal de division

Placements non traditionnels

Ron Mock, vice-président

Composition de l'actif et risque

Barbara Zvan, vice-présidente principale

Andrew Spence, vice-président et économiste en chef

Rosemary Zigrossi, vice-présidente

Titres à revenu fixe et Répartition stratégique de l'actif

Sean Rogister, vice-président principal

Alan Wilson, vice-président

Michael Wissell, vice-président

Infrastructures

Stephen Dowd, vice-président

Actions de sociétés ouvertes

Wayne Kozun, vice-président principal

Zev Frishman, vice-président

Bill Royan, vice-président

Teachers' Private Capital

Erol Uzumeri, vice-président principal

Dean Metcalf, vice-président

Lee Sienna, vice-président

### La Corporation Cadillac Fairview Limitée

Président et chef de la direction

L. Peter Sharpe

Promotion immobilière

John Sullivan, vice-président directeur

Finances

Joseph Pucci, vice-président principal et contrôleur

Chef du contentieux et secrétaire

Peter Barbetta, vice-président directeur

Placements

Andrea Stephen, vice-présidente directrice

Exploitation

Deane Collinson, vice-président directeur

### Assemblée générale annuelle

11 avril 2008, à 17 h

Édifice Carlu, Toronto

Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires et suggestions sur le présent rapport annuel.

Veuillez communiquer avec :

Deborah Allan

Directrice, Communications et Relations avec les médias

Téléphone : 416 730-5347

Courriel : [communications@otpp.com](mailto:communications@otpp.com)

Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

5650, rue Yonge, Toronto (Ontario) M2M 4H5



Pour visiter notre site :

[www.otpp.com/fr](http://www.otpp.com/fr)